

Le mouvement ouvrier et les problèmes économiques en Italie

Autor(en): **Bonelli, Franco**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **51 (1959)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385089>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

51^e année

Mars 1959

N° 3

Le mouvement ouvrier et les problèmes économiques en Italie

Par *Franco Bonelli*

L'évolution du mouvement ouvrier dans les différents pays, compte tenu des particularités du milieu

Les formes que le mouvement ouvrier a prises autrefois dans les différents pays européens, l'évolution que ce mouvement a connue et les moyens dont il a fait usage confèrent un caractère tout à fait particulier aux problèmes actuels du monde du travail. Ainsi, aujourd'hui encore, alors que l'économie se transforme partout à un rythme accéléré, les syndicats des divers pays, qui sont tous placés devant la nécessité de résoudre les mêmes problèmes, se voient obligés de rechercher des solutions différentes, non seulement en raison des traditions établies — qui restent si vivantes dans la civilisation européenne — mais encore à cause des circonstances antérieures et de la façon dont celles-ci ont été affrontées dans le passé. A vrai dire, il faudrait analyser les multiples et complexes problèmes du travail, tels qu'ils ont surgi au cours des cent cinquante dernières années, en tenant compte de la contribution déterminante que l'un ou l'autre des mouvements ouvriers ont apportée à leur solution ou, tout simplement, des principales revendications des différents prolétariats nationaux. Alors seulement, on pourrait découvrir et évaluer la portée effective de tous les facteurs qui ont engendré soit les particularités du mouvement ouvrier européen par rapport au syndicalisme dans les autres parties du monde, soit les diversités que l'on constate en son sein. De même, on pourrait sans doute déterminer les raisons qui, dans certains cas désormais évidents, donnent à penser que les syndicats de notre continent sont appelés, de plus en plus souvent, à adopter des objectifs communs et à synchroniser leurs moyens d'action.

Ces considérations, qui ont une valeur générale, pourraient servir de point de départ pour apprécier les problèmes de la vie ouvrière européenne dans quelques-uns de leurs aspects et dans toute leur

complexité. Mais on risquerait, ce faisant, de ne pas toujours cerner complètement la réalité. En effet, il pourrait arriver que les diverses circonstances fussent déterminées et exposées correctement, alors que leurs rapports et leurs développements réciproques ne seraient pas expliqués ni compris exactement. C'est d'ailleurs ce qui advient à ceux qui prétendent connaître l'évolution historique du mouvement ouvrier — et, partant, les problèmes actuels — pour la simple raison qu'ils ont élucidé, au prix de patientes recherches, la longue série des luttes soutenues par les groupements de travailleurs, la structure des organisations, les méthodes de combat et les institutions contractuelles. L'effort, qui constitue en soi un notable pas en avant, risque de se heurter à certaines limites si l'on ne parvient pas à inscrire les événements en question dans le cadre des circonstances qui les ont engendrés.

C'est ainsi que l'on ne saurait analyser l'évolution du syndicalisme — et, par conséquent, de l'instrument essentiel que représente pour lui le contrat collectif — en tenant compte uniquement du fait que les travailleurs se sont organisés sur le plan territorial, selon les métiers ou par branches d'activité, puisque cette organisation résulte de diverses circonstances, dont l'une, d'importance déterminante, est l'état du marché du travail. Or, celui-ci constitue, à son tour, un aspect de la réalité économique du pays, à un certain stade de son développement.

Voilà pourquoi on découvre, en envisageant les choses dans cette perspective, un point de contact fondamental entre l'histoire économique et celle du mouvement ouvrier. D'autre part, l'opinion selon laquelle le phénomène syndical est la conséquence directe de la « révolution industrielle » est trop connue pour que nous nous attardions à l'analyser ici.

A la lumière de ce qui vient d'être dit sur la façon d'interpréter les caractéristiques du problème ouvrier dans les différents pays, et notamment sur l'importance de l'histoire économique, on discerne aisément que l'examen du milieu et de son évolution est l'unique critère pour apprécier le mouvement syndical et sa fonction au sein d'une collectivité nationale.

En ce qui concerne l'Italie, les principales conditions préalables du développement de l'organisation des travailleurs dans le cadre des syndicats ont été modifiées ou ont fait simplement défaut, soit dans la phase initiale de l'industrialisation, soit à une époque plus rapprochée. Aussi est-il nécessaire, pour apprécier l'importance et l'influence du syndicalisme, d'avoir présent à l'esprit quelques caractéristiques, facilement reconnaissables, de la structure économique du pays et de son évolution, sinon l'histoire politique de ce dernier demi-siècle.

Certes, le sujet est d'une telle ampleur et d'une telle complexité que l'on risquerait, en voulant le traiter de façon approfondie, de

n'en donner qu'un aperçu très général. Pourtant, nous n'avons pas renoncé à la tentative de fournir, sur certains aspects de la réalité économique et sociale, quelques indications sommaires, de nature à guider ceux qui désirent se faire une idée de l'importance de certains problèmes typiques du mouvement ouvrier italien¹.

*Les vicissitudes de l'histoire italienne
et les conditions préalables du développement industriel*

Il est bien connu que les possibilités de développement des organisations syndicales dépendent, d'un côté, du climat qui règne dans les entreprises (autrement dit des raisons tant psychologiques que matérielles qui incitent les ouvriers à s'organiser) et, de l'autre, des caractéristiques du marché du travail, qui déterminent à leur tour le succès ou l'échec des initiatives visant à contrôler l'offre de main-d'œuvre. Si donc nous faisons abstraction des circonstances qui ont provoqué le réveil des salariés et les ont poussés à former des associations qui négocient en leur nom — circonstances qui vont, selon les pays, de la déchéance dans laquelle cette classe était tombée jusqu'au niveau élevé de culture qu'elle avait atteint grâce à la diffusion de l'instruction publique — nous pourrions établir sans peine l'influence réelle que le développement de l'industrie contemporaine a pu avoir en Italie.

De toute évidence, la physionomie de l'économie italienne s'est profondément modifiée dans l'espace de cent ans. C'est-à-dire entre l'avènement de l'unité politique (la péninsule ayant été unifiée, dans sa plus grande partie, en 1859-1860, après avoir constitué, durant des siècles, une véritable mosaïque de régimes politiques et écono-

¹ En raison du caractère particulier du présent article, nous nous abstenons de citer en détail nos sources de documentation. Nous mentionnerons cependant certaines d'entre elles, relatives à l'histoire de l'économie italienne et aux problèmes actuels, qui pourront être consultées avec fruit par ceux qui voudront se renseigner d'une façon plus précise.

En ce qui concerne l'histoire économique de l'Italie, nous indiquerons: G. Luzzatto: *Storia economica dell'età moderna e contemporanea*, Padoue, 1955; A. Fossati: *Lavoro e produzione in Italia*, Turin, 1951; R. Tremelloni: *Storia recente dell'industria italiana*, Milan, 1956; M. Bandini: *Cento anni di storia agraria italiana*, Rome, 1957; Istituto centrale di statistica: *Statistiche storiche italiane 1861-1955*, Rome, 1957.

Parmi les publications qui contiennent chaque année des données fondamentales sur la situation italienne, nous signalerons: Istituto centrale di statistica: *Annuario statistico italiano* et *Compendio statistico italiano*; Istituto nazionale di economia agraria: *Annuario dell'agricoltura italiana*. Sur la question du Midi, voir B. Caizzi: *Antologia della questione meridionale*, Milan, 1958; F. Vöchting: *La questione meridionale*, Rome, 1956; SVIMEZ: *Statistiche del Mezzogiorno d'Italia, 1861-1953*, Rome, 1954; SVIMEZ: *Ricerche sullo sviluppo economico dell'Europa meridionale*, Rome, 1956 (Raccolta di studi della Commissione economica per l'Europa).

miques) et la fin du dernier conflit. Il s'agit par conséquent de savoir quelles étaient les possibilités de développement économique d'un pays qui devait encore résoudre le problème de son unification territoriale (qui consistait non seulement à créer l'unité politique, mais encore et surtout à établir une administration et un marché unifiés), alors que, dans le même temps, d'autres pays européens bénéficiaient déjà d'une économie bien organisée, après avoir fait l'expérience, pendant des siècles, du mercantilisme puis du libéralisme.

Il serait du plus haut intérêt de rechercher les raisons complexes qui ont empêché l'économie italienne non pas de suivre les économies des autres pays ou de les dépasser, mais tout au moins de reconquérir, au XVIII^e siècle et pendant la première moitié du XIX^e, les positions perdues durant les deux siècles précédents. S'il était possible, ici, de procéder à une telle recherche, nous arriverions à la conclusion que l'insuffisance du développement industriel de la péninsule, à une époque où d'autres pays européens s'industrialisaient rapidement, est due à une série de causes diverses et concomitantes. Mais il serait difficile d'exprimer un jugement qui ne se fonderait pas sur une appréciation approximative de la prédominance, dans le temps, de l'une ou l'autre de ces causes et de leur connexion ².

Il suffira de constater, à la lumière des études entreprises jusqu'ici par divers auteurs, qu'un climat propice au développement de l'esprit d'initiative, ainsi qu'à l'accroissement de la production et de la consommation, ne s'est manifesté que très tard par rapport aux autres pays européens. De même, l'économie italienne n'a pas été en mesure, malgré les réformes qu'elle a connues durant

² Parmi celles-ci, il faut sans doute mettre en relief le déplacement des échanges commerciaux consécutif à la découverte de l'Amérique, la fragmentation de l'unité politique et économique de la Péninsule durant la période des hégémonies étrangères, ainsi que la carence des monarchies régionales. A ces causes, d'aucuns ont voulu ajouter l'absence de tout esprit d'entreprise en raison de l'influence de la mentalité catholique et, particulièrement, de la Contre-réforme. Bien qu'il soit hasardeux de prétendre que le catholicisme a eu des effets négatifs, d'une importance déterminante, sur le développement de l'industrie moderne, il est incontestable que la persistance de l'esprit paternaliste et l'absence de cette mentalité vraiment individualiste qui a inspiré les premières réalisations industrielles, sont des phénomènes qui ne sauraient être dissociés de la mentalité italienne de l'époque. On a parlé, à ce sujet, d'un certain type d'individualisme italien, fait de génie inventif plutôt que de capacité d'organisation. Ainsi, l'Italien, plus « inventeur » qu'« organisateur », n'aurait pas su s'adapter aux réalités d'une économie industrielle. Mais une telle discussion nous entraînerait très loin, car nous ne pourrions éviter, à un certain moment, d'invoquer les répercussions que la civilisation catholique a eues sur la structure sociale, l'organisation politique et l'économie des pays dits latins.

et après l'ère napoléonienne, de jeter les bases d'une expansion durable. Elle sera entravée, jusqu'à la moitié du XIX^e siècle et même au-delà, par les obstacles traditionnels à la circulation intérieure des marchandises, des capitaux et des personnes. D'ailleurs, la formation d'un véritable marché national ne fut pas, après l'unification, un phénomène soudain. La révolution intervenue dans les moyens de transport, qui stimula fortement le développement économique du XIX^e siècle, ne se fit sentir, dans maintes régions italiennes, que plusieurs dizaines d'années plus tard, après l'achèvement du réseau ferroviaire. Il sied en outre de rappeler que les effets du marché national unifié se sont manifestés tout d'abord dans les zones où les courants d'affaires étaient les plus actifs, autour des villes, dans les régions dotées de routes et dans celles qui bénéficiaient du commerce maritime. Toutefois, l'établissement d'économies régionales eut pour conséquence, après l'unification du pays, d'éliminer les parties les plus faibles de la nouvelle organisation économique nationale, sous l'impulsion de la concurrence et de l'esprit d'initiative des régions mieux favorisées par la nature et riches d'une longue expérience. Le libéralisme ayant prévalu en Europe dès 1850 et jusque vers 1880, les classes dirigeantes du jeune royaume crurent, elles aussi, que les problèmes économiques italiens pourraient être résolus par les seuls moyens du libre-échange et de l'initiative privée. Elles seront d'ailleurs accusées, peu de temps après, d'avoir abandonné au libre jeu de la concurrence, nationale et internationale, des industries qui s'étaient développées, pendant quelques dizaines d'années, à la faveur de mesures protectionnistes. En fait, la lutte qui opposa l'industrie piémontaise, rompue au système du libre-échange, à celles de l'Etat pontifical et du Royaume de Naples, fortement protégées avant l'unification, se termina par la victoire de la première.

On peut donc dire, en ce qui concerne l'Italie, que les conséquences normales de l'apparition et du développement des entreprises industrielles ont eu pour corollaire les effets de la formation d'un marché national unifié.

En outre, la disjonction du secteur rural et de l'industrie — qui s'est manifestée clairement dans le processus de développement de l'économie industrielle moderne — a été de plus en plus marquée durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans les régions les plus industrialisées du Nord, toutefois, l'industrie textile formera longtemps encore, et dans quelques cas jusqu'au début de notre siècle, une véritable symbiose avec le secteur rural, en ce sens que les campagnards — les femmes surtout — considéreront le travail en fabrique comme un moyen de compléter leur revenu annuel. Mais il est inutile de préciser que ce phénomène, dû à la présence d'industries traditionnelles (dans le domaine des textiles notamment), disparaîtra avec l'avènement d'industries obligeant les ouvriers à tra-

vailer en permanence dans une usine ou sur un chantier : sidérurgie, métallurgie, construction, etc.

On voit par là que les ouvriers, même s'ils recevaient alors des salaires de famine, ne se trouvaient pas dans des conditions semblables à celles qui incitent ordinairement la classe laborieuse à secouer sa torpeur et à réagir.

Il est vrai que les grandes usines ne manquaient pas ; mais elles étaient situées presque uniquement dans le Piémont, en Ligurie et en Lombardie. Et même si, dans son ensemble, l'industrie italienne a fait, entre 1860 et 1900, une série d'expériences grâce auxquelles sa situation est apparue, à l'aube du XX^e siècle, comme meilleure et consolidée, il n'en reste pas moins que le capitalisme italien s'est développé au maximum durant les quinze premières années de ce siècle.

Le problème de l'industrie nationale et la question de l'Italie méridionale

Au lendemain des bouleversements provoqués par l'unification du pays et par l'expérience libre-échangiste, les groupements d'employeurs et les cercles parlementaires, tout comme les milieux financiers de Turin et de Milan, se pénétrèrent de plus en plus de l'idée que l'Italie devait avoir pour objectif la création d'une « industrie naturelle », capable, grâce à la mise en valeur des richesses nationales, de rivaliser, tant sur le marché intérieur que sur le marché international, avec les industries les plus évoluées. Mais le problème était et reste difficile à résoudre. Malgré le fort afflux de capitaux étrangers (français, suisses et allemands), l'opinion publique italienne avait peine, encore à la fin du siècle dernier, à accepter le principe de la société anonyme. Les besoins financiers de l'Etat absorbaient une grande partie des capitaux d'épargne. En outre, le manque de matières premières, la nécessité d'acheter à l'étranger des machines, de l'acier et du charbon, ainsi que l'impossibilité de se procurer des ouvriers qualifiés sur un marché du travail où l'offre de main-d'œuvre en provenance de la campagne était pléthorique, avaient de telles incidences sur les coûts de production qu'il fallut, dès avant la naissance de l'industrie italienne, recourir au protectionnisme. Quand on songe, enfin, à la lenteur avec laquelle se forme un marché intérieur et se généralise la consommation des produits de série, de même qu'au climat d'incertitude engendré par l'instabilité financière, on se rend compte des efforts que l'Italie a dû déployer avant de pouvoir mettre sur pied une industrie digne de ce nom.

La politique consistant à recourir à la protection douanière pour favoriser la naissance et le développement d'une industrie nationale a été commune, vers la fin du XIX^e siècle, à presque tous les

pays. En Italie, elle a été appliquée pour la première fois en 1878 par l'introduction de tarifs favorables aux cotonniers, puis, successivement, par la mise en vigueur de nouveaux tarifs en 1887 et par la conclusion de traités de commerce sous le gouvernement Giolitti. Par la suite, il devint de plus en plus difficile, pour la politique commerciale italienne, de concilier les intérêts de l'industrie et ceux de l'agriculture. D'un côté, les gouvernements subissaient les pressions des milieux dont le genre de vie dépendait de la prospérité des « oasis industrielles » du Nord et parmi lesquels les ouvriers ne représentaient pas l'élément le moins important; de l'autre, ils devaient tenir compte des revendications des milieux agricoles désireux de voir protégées la culture des céréales et l'exportation des légumes et des fruits. C'est ce qui explique pourquoi la conciliation de ces intérêts divergents s'est faite, dans de nombreux cas, au détriment des consommateurs.

Il est certain que la création d'une industrie nationale a profondément transformé la société italienne, non seulement dans les régions septentrionales du pays, mais aussi dans le reste de la péninsule, en accentuant le déséquilibre des revenus entre le secteur rural et le secteur industriel, entre le Nord et le Sud. La crise de l'industrie artisanale, très répandue dans l'Italie méridionale, et la spécialisation de plus en plus marquée des économies régionales obligèrent le Sud à s'adonner surtout à des activités rurales, comprenant, d'une part, la culture des céréales et, de l'autre, la culture des fruits et des légumes, l'oliviculture et la viticulture. Or, ces productions eurent pour effet, par la suite, de donner à l'économie agricole méridionale une structure dépourvue de souplesse, vulnérable aux variations de la conjoncture et exposée aux fluctuations saisonnières comme aux difficultés d'écoulement à l'étranger. Dans le Nord du pays, en revanche, l'agriculture était caractérisée non seulement par une abondance de capitaux et un esprit d'initiative remarquable, mais encore et surtout par des conditions climatiques et hydrographiques favorables, permettant l'introduction de nouvelles cultures (du type industriel notamment) et le développement de l'élevage, de sorte qu'elle parvint, non sans peine d'ailleurs, à surmonter les crises et à écouler ses produits sur le marché intérieur. À quelques rares exceptions près, l'agriculture de l'Italie méridionale était condamnée à maintenir un équilibre précaire et archaïque entre la production et la consommation. Par contre, lors de la fameuse « crise agraire » qui marqua les vingt-cinq dernières années du XIX^e siècle, crise qui fut provoquée à la fois par la concurrence internationale et par le retard avec lequel les progrès de la technique se firent sentir dans les campagnes, l'agriculture de la partie septentrionale du pays sut réagir avec une certaine vitalité et avancer à un rythme qu'elle n'avait jamais connu auparavant. Comme nous l'avons dit, la politique commerciale italienne s'était

fixé pour but, dès 1878, la création d'une « industrie nationale », aux dépens de l'agriculture, méridionale en particulier, qui était fatalement appelée à subir les représailles des pays exportateurs de produits industriels manufacturés. D'où la polémique portant sur l'« Italie agricole » sacrifiée à l'« Italie industrielle » et sur le Midi tributaire du Nord pour les produits industriels que le premier devait acheter à prix fort aux fabriques italiennes et dont on ignorait l'existence au moment où s'élaboraient les traités de commerce. D'où encore les protestations des « méridionalistes », qui, dans leurs enquêtes sur les raisons de la situation précaire du Midi, n'hésitèrent pas à mentionner, parmi les nombreux facteurs défavorables à une expansion de l'économie méridionale, le prix élevé que les populations du Sud avaient payé pour l'unité nationale. En réalité, il n'est pas nécessaire de souscrire à la thèse décrivant un Midi relativement riche au moment de l'unification, puis appauvri par les bouleversements économiques et financiers qui suivirent, pour s'apercevoir que les différences entre le Nord et le Sud étaient, au début de ce siècle, sensiblement plus marquées que cinquante ans auparavant.

*Les caractéristiques du marché du travail
à l'époque de l'unité italienne et aujourd'hui:
industrialisation et question agraire*

Les allusions que nous avons faites au problème typiquement italien qu'est la « question méridionale » nous permettent d'expliquer plus aisément le retard intervenu dans le développement industriel de la péninsule et d'acquiescer une vue d'ensemble du milieu économique et social. Le Sud du pays est-il donc essentiellement agricole, alors que le Nord est hautement industrialisé? Cela est presque entièrement vrai. Nous avons déjà dit que, dans la dernière partie du XIX^e siècle, l'industrie, au véritable sens du terme, n'était encore, dans le Nord, que l'exception et non la règle. Nous ajouterons que les entreprises même dans le Nord du pays étaient concentrées dans un petit nombre d'« îlots » industriels (dans le triangle formé par les villes de Turin, Milan et Gênes). L'industrie s'est développée tout d'abord à la faveur d'un régime douanier protectionniste, puis, durant ce siècle, à la suite des exigences posées, dans le domaine de la production, par deux guerres et leurs conséquences. Plus récemment, l'intervention de l'Etat est devenue un aspect typique du problème industriel italien. Ainsi, l'industrialisation s'est opérée avec une certaine discontinuité, soit dans le rythme de son développement, soit dans la façon dont elle a été réalisée. Il convient surtout de faire observer que les régions septentrionales n'ont pas vu surgir dans le passé — pas plus d'ailleurs que jusqu'à présent — les conditions qui sont caractéristiques d'un pays industriel, et cela

malgré la nature harmonieuse de leur développement économique et social.

Aujourd'hui comme hier, l'existence de zones hautement industrialisées conduit à ceci que le marché du travail est l'objet d'un processus continu d'osmose, autrement dit du phénomène classique selon lequel un nombre croissant de travailleurs abandonnent les régions alpines, en voie de dépeuplement, pour se rendre dans la plaine, puis de celle-ci dans les villes. Il est vrai que, de tout temps, l'offre de main-d'œuvre a exercé une pression plus ou moins grande aux portes des cités industrielles. Ce processus a été plus ou moins accentué dans le passé; il a été extrêmement rapide au cours des dernières années et il se déroule, à l'heure actuelle, avec la participation d'un nombre sans cesse accru de travailleurs méridionaux. Le passage de la main-d'œuvre du secteur agricole, traditionnel réservoir de travailleurs, aux secteurs industriel et commercial est une des conditions indispensables pour éviter le sous-emploi rural, grâce à une élévation réelle du niveau de vie de toutes les catégories professionnelles, mais aussi — et c'est là ce qui nous intéresse particulièrement ici — pour créer, sur le marché du travail, une situation permettant soit d'appliquer intégralement la législation sociale, soit d'assurer le fonctionnement des organismes autonomes auxquels incombe la protection des travailleurs et de garantir l'efficacité des contrats collectifs.

Compte tenu de tout ce qui a été dit jusqu'ici, il apparaît d'une façon suffisamment claire que cette condition préalable n'existe que partiellement en Italie. De par leur caractère général, les données reproduites ci-après nous permettent d'embrasser d'un coup d'œil la situation de l'Italie dans son évolution et telle qu'elle se présente aujourd'hui. Elles confirment avant tout la constatation suivant laquelle la structure économique du pays s'est modifiée laborieusement au cours des cent dernières années et à un rythme variant selon les diverses périodes.

Produit brut du secteur privé, par branche d'activité

Années	Agriculture	Pourcentages Activités industrielles	Activités tertiaires
1861-1870	57,5	19,8	22,7
1871-1880	56,6	19,0	24,4
1881-1890	50,9	20,7	28,4
1891-1900	50,4	19,3	30,3
1901-1910	46,6	23,4	30,0
1911-1920	45,9	28,7	25,4
1921-1930	38,2	31,4	30,4
1931-1940	29,8	32,8	37,4
1946-1950	35,8	39,4	24,8
1951	28,5	45,9	25,6
1951-1955	27,3	45,8	26,9

Devant l'impossibilité de procéder à un examen analytique des périodes considérées, nous nous bornerons à mentionner quelques autres données, tout aussi synthétiques, pour illustrer le rythme de l'évolution industrielle:

Accroissement annuel, en pourcentage, de la production manufacturière italienne

	1881-1885 1896-1900	1896-1900 1911-1913	1911-1913 1926-1929	1926-1929 1936-1938	(1938) (1955)
Production manufacturière	+ 4,9	+ 4,3	+ 3,5	+ 1,0	(+ 5,3)
Population	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,9	(+ 0,55)
Production manufacturière par habitant	+ 4,3	+ 3,6	+ 2,9	+ 0,1	(+ 4,3)

Une autre indication significative est fournie par l'analyse des chiffres suivants:

Variations, en pourcentage, de la population active par catégorie économique

Périodes	1901-1921	1921-1936	1936-1951
Agriculture, chasse et pêche	+ 6,7	— 10,8	— 11,1
Industrie, transports et communications	+ 23,2	+ 15,8	+ 17,7
Commerce, crédit et assurances	+ 40,4	+ 50,3	+ 23,1
Activités et services divers	— 8,2	+ 34,7	+ 7,1
Administration publique	+ 48,6	+ 9,3	+ 16,8
Total	+ 13,6	+ 4,1	+ 3,6

Il en va de même pour la répartition, en pourcentage, de la population, par branche d'activité économique, entre 1901 et 1951:

Répartition en pourcentage, de la population, par branche d'activité économique

Recensement	Administration publique	Agriculture, chasse et pêche	Industrie	Transports et communi- cations	Commerce, crédit et assurances
10. 2. 1901	3,8	59,8	23,8	2,5	10,1
10. 6. 1911	3,8	56,1	26,9	3,3	9,9
1. 12. 1921	5,0	56,2	24,3	4,3	10,2
21. 4. 1931	5,5	51,0	27,2	4,0	12,3
21. 4. 1936	5,9	48,2	28,1	3,7	14,1
4. 11. 1951	8,5	42,2	32,1	4,0	13,2

On a ainsi une idée de l'évolution qui a conduit à une incidence de plus en plus marquée de la production industrielle sur le revenu national et à une réduction progressive du nombre des personnes s'adonnant à une activité rurale. On constate en outre que ce processus n'est pas terminé et qu'il s'est déroulé à une cadence insuffisante: en 1951, le secteur rural, qui contribuait à raison de 28,5% à la formation du revenu national, représentait encore 42,2% de

la population active, ce qui révèle un profond déséquilibre interne de l'économie italienne. Voilà pourquoi une bonne partie des travailleurs agricoles sont aujourd'hui condamnés au sous-emploi et au chômage. C'est d'ailleurs ce que font apparaître les calculs qui mettent en relief l'excédent de main-d'œuvre par rapport aux besoins, tout en montrant à quel point le déséquilibre du marché du travail est aggravé par le fait que le sous-emploi affecte non seulement les travailleurs dépendants, mais aussi les cultivateurs exploitants.

Proportion des journées disponibles dans l'agriculture italienne et degré de sous-emploi selon les zones régionales et les catégories de travailleurs

Travailleurs à salaire fixe et journaliers

Zones régionales	Maximum des offres d'emploi	Journées disponibles dans l'année %	Sous-emploi %
Italie septentrionale	36,4	35,9	23,4
Italie centrale	7,9	8,1	7,1
Italie méridionale	36,4	35,2	42,3
Iles	19,3	20,8	27,2
Total	100,0	100,0	100,0

Cultivateurs exploitants

Zones régionales	Maximum %	Journées disponibles dans l'année %	Sous-emploi %
Italie septentrionale	41,6	41,0	28,9
Italie centrale	23,5	24,5	32,4
Italie méridionale	26,7	25,8	31,0
Iles	8,2	8,7	7,1
Total	100,0	100,0	100,0

De plus, des calculs effectués par un spécialiste des problèmes agraires italiens ont donné les résultats suivants :

Pourcentage des paysans vivant dans la pauvreté ou la gêne

	Cultivateurs exploitants	Salariés et coparticipants	Colons et métayers
Italie septentrionale	4	9	6
Italie centrale	19	35	14
Italie méridionale	50	78	78
Iles	40	66	61

Aux problèmes découlant de la diminution des revenus agricoles, par rapport à ceux qui sont obtenus dans les autres secteurs, vien-

nent s'ajouter les conséquences de l'instabilité des relations de travail. Au cours des cinquante dernières années, les liens qui tiennent le travailleur à la terre sont devenus beaucoup plus nombreux. Toutefois, quelques régions sont caractérisées, aujourd'hui encore, par l'emploi d'un grand nombre de manœuvres rétribués en vertu d'un contrat annuel ou seulement journalier. En 1954, les travailleurs agricoles se répartissaient comme suit :

Répartition, en pourcentage, des travailleurs agricoles, par grands groupes et par régions, en 1954

Régions	Salariés	Colons partiaires	Cultivateurs exploitants	Total
Nord	39,8	37,0	52,3	45,8
Centre	8,2	48,5	14,1	21,2
Midi et îles	52,0	14,5	33,6	33,0
Ensemble de l'Italie .	100,0	100,0	100,0	100,0

Il est évident que les travailleurs les plus exposés au chômage pendant de longs mois de l'année sont ceux des zones méridionales. De même, la misère est grande dans les parties de la vallée du Pô où les entreprises agricoles capitalistes prédominent.

Le chômage est désormais un phénomène chronique dans l'économie italienne. Négligé, complètement ou presque, par la plupart des gouvernements, il a pris, après la seconde guerre mondiale, des proportions telles qu'il est devenu le premier problème social de l'Italie. A l'heure actuelle, le nombre des chômeurs dépasse 1,8 million (soit à peu près 1 million de plus que pendant la grande crise des années 1928 à 1934); en outre, il comprend — circonstance aggravante — une main-d'œuvre mal formée et non qualifiée, facilement remplaçable par des machines.

Le déséquilibre entre le Nord et le Sud

Mais le sous-emploi d'une grande partie de la population active du Midi, exclusivement rurale, se traduit de surcroît par une stagnation de l'économie de ces régions, où il n'existe pas de centres de consommation susceptibles d'alimenter un courant actif d'échanges intérieurs. Rien n'est plus éloigné de la réalité économique du Sud que l'expression, souvent employée, d'« économie de marché ». C'est dire que l'insertion, dans le circuit économique national, des populations méridionales permettrait de créer, dans l'ensemble de la péninsule, un marché de consommation interne. Les chiffres reproduits ci-après traduisent éloquemment le sous-développement actuel du Midi par rapport aux régions plus riches et révèlent toute la gravité du déséquilibre entre le Nord et le Sud.

*Variations, par rapport à l'année de base, de la population occupée
dans l'agriculture et dans l'industrie, par régions*

	Année de base	Variations dans les diverses régions		
		Midi	Piémont- Lombardie	Vallée d'Aoste
Population totale	1936	120	104	113
* Population occupée dans l'agriculture	1936	— 4	— 8	— 8
* Population occupée dans l'industrie	1936	+ 1	+ 6	+ 5

* En pourcentage de la population active régionale.

Bien que la situation n'ait certainement pas empiré au cours des dernières années, on ne saurait parler, étant donné le développement récent de l'économie dans la partie septentrionale du pays, d'une réduction sensible de l'écart entre le Nord et le Sud.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la « question méridionale », qui s'était posée dès la fin du siècle dernier, est devenue peu à peu le premier problème social de l'Italie, sans que les classes dirigeantes aient su prévoir, dans les programmes politiques et économiques, des possibilités réelles de le résoudre. En fait, la vie italienne est profondément influencée par le déséquilibre qui existe entre le Nord industriel, lancé sur la voie du progrès et des réalisations économiques, et le Sud, où prédomine une classe qui n'a de bourgeois que le nom, car elle ne possède ni le caractère ni l'esprit d'initiative de la bourgeoisie, sans compter qu'elle souffre des répercussions de l'antagonisme qui paraît opposer ces deux parties du pays. En effet, tandis que le Nord semble incapable de comprendre que seul un relèvement des régions méridionales pourra donner un nouvel essor à son expansion, le Midi paraît s'accrocher, avec la même obstination, à ses préjugés comme à ses traditions et se méfier des initiatives extérieures, tout en étant manifestement incapable, lui aussi, de se faire l'artisan de son propre redressement économique et social. L'écart que l'on constate entre les possibilités démographiques et les ressources disponibles est d'ailleurs la conséquence des causes profondes, naturelles et historiques, qui ont empêché et empêchent toujours les populations méridionales d'atteindre un niveau de vie conforme aux exigences du monde actuel. Pour peu que la structure économique et sociale du Nord continue de reposer sur l'industrie et que celle du Sud demeure fondée sur les traditions rurales, les divergences entre les intérêts immédiats des travailleurs de ces deux parties du pays risquent d'apparaître, aux yeux de tous, irréductibles. Nous parlons à dessein des intérêts immédiats, car s'il n'est pas exclu que le travailleur du Nord puisse tirer profit d'une défense pure et simple de sa situation économique, il ne pourra être que lésé, à la longue, par la différence existant entre son niveau de vie et celui de son collègue du Sud. Le déséquilibre entre le Nord et le Sud — qui s'est accentué de

plus en plus au cours de ces derniers temps et auquel on cherche aujourd'hui à remédier, mais seulement en partie et presque à contre-cœur — ne peut se traduire, en pratique, que par un déséquilibre du système économique national, dont les travailleurs sont un élément moteur. En fait, on constate, entre le Nord et le Sud, de grandes différences non seulement dans le développement de l'économie, mais aussi dans l'action des forces qui exercent une influence sur les plans économique et social. Dans le monde du travail, par exemple, on a assisté, jusqu'à la veille de la Grande Guerre, à un développement du syndicalisme dans le Nord et à une forte émigration dans le Sud, puis, après la seconde conflagration mondiale, à une reprise de l'émigration et à la naissance du syndicalisme dans le Sud, cependant que le mouvement ouvrier réalisait de nouveaux progrès dans le Nord; parallèlement, la bureaucratie de l'Etat subissait l'influence du Sud et l'on a vu surgir des formations politiques qui étaient soucieuses avant tout de servir les intérêts de leur « clientèle ». Quoi qu'il en soit, le dénouement de la crise approche et tout porte à croire qu'il aura pour effet de modifier sensiblement le visage de la société italienne. Cette crise a d'ailleurs été précipitée non seulement par la guerre et par le pénible effort de reconstruction qui a suivi, mais encore et surtout par les interventions de l'Etat dans le domaine économique. Et comme, d'autre part, le rythme des migrations internes est devenu extrêmement rapide, on est fondé à penser que la solution du problème méridional est entrée dans une phase décisive.

Les diverses façons de résoudre les problèmes du travail en Italie

Après cette brève analyse, on peut se demander quelle a été et quelle est encore l'attitude des travailleurs italiens devant l'évolution que nous avons exposée. En effet, seule la réponse qui pourra être donnée à cette question permettra de comprendre, dans ses grandes lignes, le développement du mouvement ouvrier. Pour plus de commodité, nous laisserons de côté les facteurs de caractère idéologique et politique qui ont influé sur ce mouvement et nous essayerons de déceler les tendances qui ont déterminé, sur le plan strictement économique, la recherche et le choix de solutions adéquates. Même si l'on ignorait l'histoire de l'Italie, il serait facile, après ce que nous avons dit de l'état du marché du travail, de deviner les conséquences logiques du réveil qui s'est manifesté chez les ouvriers, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, depuis la moitié du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

Après avoir pris conscience de ses droits, le travailleur italien a recouru, dans le désir d'améliorer sa position au sein de la société, à des solutions que nous allons tenter de décrire sommairement. L'Italie était encore, vers la fin du XIX^e siècle, une nation essen-

tiellement agricole et elle l'est d'ailleurs restée par la suite. C'est dire que les conditions qui prévalent dans les campagnes ont une incidence directe sur le marché du travail et que, par conséquent, les travailleurs qui désertent les campagnes peuvent seulement être absorbés par d'autres branches d'activité (industrielles ou commerciales) en voie de rapide expansion, ou encore par le biais de l'émigration. La suppression, même partielle, de l'une ou l'autre de ces possibilités ne peut provoquer qu'un grave déséquilibre et une offre pléthorique de main-d'œuvre. L'urbanisation, l'industrialisation et l'émigration se sont manifestées, au cours des cent dernières années, avec une intensité plus ou moins grande; cependant, leurs effets ont été presque simultanés durant la période qui a précédé la première guerre mondiale et ils ont coïncidé avec le réveil des classes laborieuses italiennes, qui se trouvèrent ainsi placées dans des conditions propices à une amélioration de leur sort. Le problème ouvrier a donc surgi à la suite du développement de l'industrie et c'est pourquoi, en raison de la lenteur de l'industrialisation, même dans l'Italie du Nord, il n'a pas revêtu, aux yeux de l'opinion publique, l'importance qui a été attribuée à ce que l'on appelle la « question sociale des campagnes ».

Même durant la période où il a fait sentir sa présence, pour la première fois, au sein de l'économie italienne (c'est-à-dire au début du siècle), le mouvement ouvrier a été influencé, dans son développement, par la nature du système industriel italien (concentré dans un petit nombre d'« îlots ») et par la structure locale du marché du travail, qui, pour être assez limité, était en tout cas caractérisé par une offre surabondante de main-d'œuvre. La nécessité de contrôler l'offre de main-d'œuvre à l'échelle locale a déterminé le mouvement syndical italien à créer des organes de caractère territorial (Camere del lavoro). Des organisations d'entreprises se développèrent en même temps (Commissioni interne) qui, par leur nature même, ont subi l'influence d'intérêts extra-syndicaux.

L'état du marché du travail a eu pour effet de rapprocher la condition du travailleur agricole, salarié ou auxiliaire, de celle de l'ouvrier de fabrique. Dans les zones agricoles où prédominent les entreprises capitalistes (telles que la plaine du Pô et les Pouilles), le mouvement ouvrier a fait, plus tôt que dans les villes industrielles, ses premières tentatives de résistance au moyen de la grève. Et lors d'une deuxième étape, à partir de 1900, il a obtenu des augmentations de salaires à un rythme inconnu jusqu'alors. Les grèves de travailleurs agricoles occupent une place très importante dans l'histoire du mouvement ouvrier italien. Fait significatif, on ne constate pas d'émigration dans les régions agricoles où les organisations syndicales se sont développées. C'est dire que, dans l'esprit de l'ouvrier, la lutte sur les lieux de travail a remplacé l'émigration, qui est pourtant pour lui le meilleur moyen d'élever son niveau de vie.

L'émigration est la solution typique à laquelle les populations méridionales recourent pour améliorer leur sort, tandis que, dans le Nord, les classes les plus humbles cherchent à atteindre cet objectif par l'organisation syndicale, après avoir également fourni, dans le passé, des contingents appréciables d'émigrants.

Cette double option s'explique par le fait que la lutte pour les salaires se développe dans les régions où il reste possible d'obtenir, sur place, une répartition plus différenciée et plus favorable des revenus (ce qui est le cas dans le Nord), tandis que l'émigration est l'unique voie de salut quand le problème consiste non pas à répartir des richesses, mais simplement à créer des revenus, et que cela est impossible dans les conditions du moment (ce qui est le cas dans les zones non développées du Sud).

Dans la période qui a suivi la fin de la première guerre mondiale, les possibilités d'émigrer ont diminué de plus en plus, si bien que le problème de l'équilibre entre l'évolution démographique et les ressources s'est posé à nouveau d'une façon dramatique et définitive. On constate cependant, à cette époque, un phénomène assez remarquable, à savoir la contribution apportée, au mouvement ouvrier italien, par les régions méridionales de la péninsule, où le syndicalisme ne jouait presque pas de rôle actif. En effet, alors que, dans les années qui ont suivi la seconde conflagration mondiale, les migrations, qui provenaient en grande partie des régions méridionales, avaient repris une certaine ampleur, tant à destination de l'étranger qu'à l'intérieur du pays (soulevant ainsi, dans les deux cas, des problèmes qui n'étaient ni simples ni faciles à résoudre), on a assisté, dans le Midi, au développement et à l'entrée en lice d'un mouvement qui offre, du moins extérieurement, les caractéristiques du syndicalisme et qui, en tant que tel, mérite de retenir l'attention, d'autant plus qu'il représente, dans une mesure accrue, les intérêts des travailleurs méridionaux. La collectivité méridionale a donc vu se développer en son sein, pour la première fois, une forme d'organisation qu'elle ne connaissait pas auparavant: le syndicat. Aussi n'est-il pas trop hasardeux de prophétiser que le problème de la solidarité entre les travailleurs du Nord et ceux du Sud — problème qui a été traité théoriquement dans le passé et n'a pas pu être résolu jusqu'à présent — sera dorénavant déterminé par les circonstances et trouvera sa solution naturelle dans le cadre du mouvement syndical. Car on ne voit pas bien comment le dualisme qui existe au sein du mouvement ouvrier italien (alors que le travailleur du Nord a ses intérêts très précis à défendre dans le domaine des salaires, celui du Sud court désespérément à la recherche d'un emploi) pourrait être éliminé par d'autres moyens que ceux de l'organisation syndicale, qui est, de par sa nature même, le remède que les groupements intéressés ont imaginé et perfectionné pour supprimer les déséquilibres sur le marché du travail.

Cette évolution se dessine actuellement, et elle s'accroîtra par la suite, tandis que, parallèlement, le syndicalisme doit affronter, dans les régions septentrionales, les problèmes qui découlent du haut degré de mécanisation, pour ne pas dire d'automatisation, que les industries ont atteint. Mais aujourd'hui aussi, le développement du syndicalisme dépend de la situation particulière qui caractérise le monde industriel de la péninsule. Pour diverses raisons, dues à la structure du système industriel, à la mentalité des chefs d'entreprise, au climat politique et idéologique, le syndicalisme présente, même dans le Nord de l'Italie, des zones d'ombre, des temps d'arrêt, des contradictions internes. Toutefois, il tend nettement à s'attaquer aux problèmes que les progrès récents de l'industrie ont fait surgir.

Nous dirons donc, pour conclure, que le mouvement ouvrier s'efforce, depuis un certain temps, d'apporter une contribution efficace, dans le cadre des circonstances que nous avons décrites, à la solution d'une partie des problèmes traditionnels de la collectivité italienne. Ses intérêts sont multiples; certains étaient bien connus dans le passé déjà, tandis que d'autres sont entièrement nouveaux. Ils se situent entre deux extrêmes: d'un côté, ce mouvement doit affronter les problèmes qui découlent de l'évolution récente de la vie industrielle; de l'autre, il lui incombe de jouer un rôle actif dans un milieu où, comme c'est le cas en Italie méridionale, des expériences industrielles, financées quelquefois par l'Etat, sont faites de temps à autre, mais où l'on cherche encore, d'une manière générale, à créer des sources de revenus plutôt qu'à répartir les richesses d'une manière favorable aux travailleurs. Enfin, il y a toujours le problème agraire, dont les syndicats ne sauraient venir à bout à eux seuls, mais dont la solution est indispensable au succès de leur action, du fait qu'il constitue un facteur de déséquilibre sur le marché du travail. Voilà donc, brièvement exposés, les problèmes économiques qui intéressent au premier chef le mouvement ouvrier italien. Il faudrait évidemment examiner, pour être complet, la façon dont les syndicats de la péninsule entendent les aborder. (C'est ce que nous ferons peut-être dans un article ultérieur.)